

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 26 JUIN 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/294		
AVENANT n°3 A LA PROMESSE UNILATERALE DE VENTE DE PARCELLES SITUEES A TOULON BOULEVARD DES ARMARIS AU PROFIT DE LA SOCIETE CORPUS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/294

BUREAU DU 26 JUIN 2023

**O B J E T : AVENANT n°3 A LA PROMESSE UNILATERALE DE
VENTE DE PARCELLES SITUEES A TOULON
BOULEVARD DES ARMARIS AU PROFIT DE LA
SOCIETE CORPUS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Toulon,

VU la délibération n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole,

VU la délibération du n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président de Toulon Provence Méditerranée et au Bureau,

VU la décision n°21/512 du Bureau Métropolitain du 4 octobre 2021, prévoyant la cession au groupement CORPUS au prix total de quatre millions vingt-sept mille six-cents euros Hors Taxes (4 027 600,00 € HT) du lot A, composé des parcelles sises à Toulon (83100), boulevard des Armaris, ZAE Sainte-Musse, cadastrées section AW n°344, 345, 353 d'une superficie de 2 699 m² environ, et du lot B, composé des parcelles situées dans le même secteur et cadastrées section AW n°349, 356 (p), 368 (p) d'une superficie d'environ 4 774 m²,

VU la promesse de vente signée le 19 octobre 2021, entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le groupement Corpus, prévoyant la vente des parcelles composant les lots A et B indiquées dans la décision du Bureau Métropolitain n°21/512 du 4 octobre 2021,

VU l'avenant n°1 à cette promesse de vente signée le 3 juin 2022,

VU l'avenant n°2 à cette promesse de vente signée le 20 décembre 2022,

CONSIDERANT que le groupement Corpus, venant juste d'obtenir les différentes propositions financières et techniques pour pouvoir finaliser le montage opérationnel, n'est pas en mesure de pouvoir déposer les permis de construire avant la date butoir du 30 juin 2023, telle que prévue dans l'avenant n°2,

CONSIDERANT qu'il convient de proroger de trois mois la date de validité de la promesse de vente, la date de dépôt des demandes de permis de construire pour les lots A et B, la date de réalisation des conditions suspensives d'obtention des permis de construire exprès et définitifs pour les lots A et B, la clause relative à l'absence de faculté de dédit du promettant, la date de mise en jeu des garanties de paiement à première demande,

CONSIDERANT que ces prorogations des délais nécessitent la signature de l'avenant n°3 à la promesse de vente,

CONSIDERANT qu'il convient par conséquent d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°3 à la promesse de vente signée le 19 octobre 2021, pour les lots susvisés, au groupement Corpus,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°3 à la promesse de vente signée le 19 octobre 2021, prévoyant la vente au groupement Corpus des emprises foncières sises à Toulon (83 100), boulevard des Armaris, ZAE Sainte-Musse, à savoir :

- le lot A composé des parcelles cadastrées section AW N°344, 345, 353, d'une superficie d'environ 2 699 m², au prix d'un million cinq cent trente-sept mille euros Hors Taxes (1 536 700,00 € HT).
- le lot B ,composé des parcelles cadastrées section AW N°349, 356 (p), 368 (p), d'une superficie d'environ 4 774 m², au prix de deux millions quatre cent quatre-vingt-dix mille neuf cents euros Hors Taxes (2 490 900,00 € HT).

Cet avenant prend en compte, d'une part, la modification de la date de dépôt des demandes de permis de construire pour les lots A et B, la modification de la date de réalisation des conditions suspensives d'obtention des permis de construire exprès et définitifs pour les lots A et B, la clause relative à l'absence de faculté de dédit du promettant, ainsi que la modification de la date de mise en jeu des garanties de paiement à première demande, et d'autre part, tous les documents permettant d'officialiser cet avenant.

ARTICLE 3

DE DIRE que les autres termes, conditions et articles de la promesse de vente demeurent inchangées.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

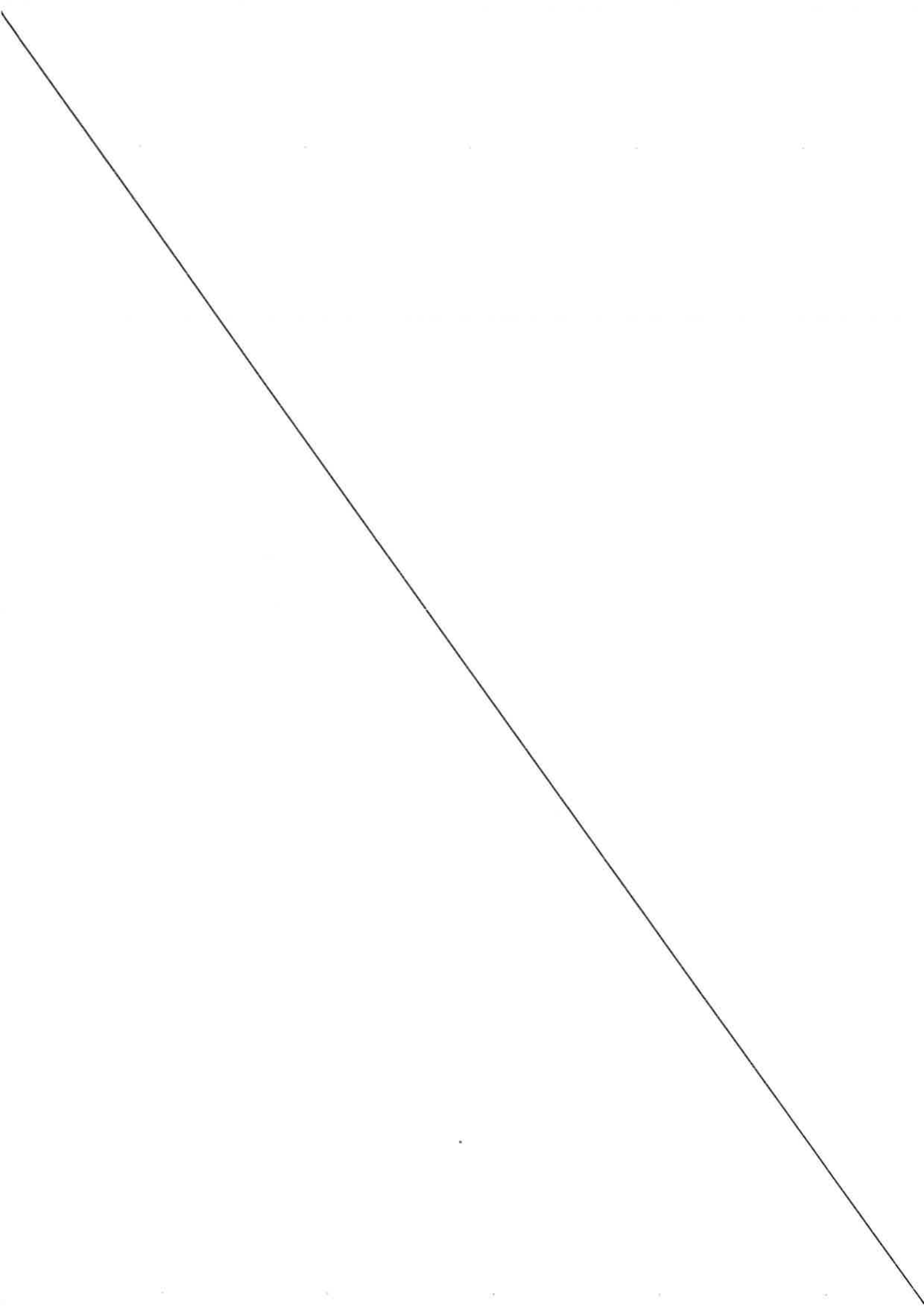
Fait à Toulon, le 26 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





réf : A 2021 00704 / AR 28171

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS

Le ---

Maître Alexandra REVEST, notaire de la Société civile professionnelle dénommée "Samantha ARNEODO et Christophe CARRET, Notaires associés", société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à la SEYNE SUR MER (Var) Le Pentagone, 82 boulevard Etienne Peyre,

**Droit
d'enregistrement payé
sur état : 125 €**

Avec la participation de Maître Cyril COURANT, notaire AIX EN PROVENCE (Bouches du Rhône) HAUT DU COURS MIRABEAU, assistant le **BENEFICIAIRE**,

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

**AVENANT numéro 3 A LA PROMESSE UNILATERALE
DE VENTE D'IMMEUBLE EN DATE DU 19 octobre 2021, à l'avenant en date
du 03 juin 2022 et à l'avenant du 20 décembre 2022**

IDENTIFICATION DES PARTIES

1) Promettant

La "**MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**", dont le siège social est à **TOULON (83000)**, 107 boulevard Henri Fabre CS 30536.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **TOULON** et identifiée sous le numéro SIREN **248 300 543**.

Dont la dénomination sera ci-après "LE PROMETTANT**"
D'UNE PART**

2) Bénéficiaires

La société dénommée "**CORPUS**",

Société civile au capital de **MILLE DEUX CENTS EUROS (1.200,00 €)**, dont le siège social est à **PARIS 08 (75008)**, 1-3-5 rue Paul Cézanne.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **PARIS 08** et identifiée sous le numéro SIREN **907 854 392**.

Il est ici rappelé qu'aux termes de l'avenant en date du 3 juin 2022, ladite société vient aux droits des sociétés "**QUARTUS Ensemblier Urbain**", "**BMF PROMOTION**", et "**NGE IMMOBILIER**", par suite de la mise en œuvre de la

faculté de substitution stipulée aux termes de la promesse de vente reçue par le Notaire soussigné, le 19 octobre 2021.

**Ci-après dénommés, ensemble, "LE BENEFICIAIRE"
D'AUTRE PART**

PRESENCE - REPRESENTATION

En ce qui concerne le promettant :

- La "**MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**", est représentée par Madame Valérie PAECHT, Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la Métropole TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur , président de la Métropole, Maire de la ville de TOULON, aux termes d'un arrêté numéro +++++ en date du +++++ et notifié à Monsieur le Préfet du Var le +++++, demeuré ci-annexé.

Monsieur +++++ agissant en sa qualité de Président de la Métropole, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain en date du +++++, n'ayant pas fait l'objet de recours auprès du Tribunal Administratif, demeurée ci annexée.

La présente opération ayant été spécialement autorisée en vertu d'une décision du Bureau Métropolitain n°21/512 en date du 04 octobre 2021, visée par la Préfecture de TOULON en date du 06 octobre 2021, demeurée ci-annexée.

Ainsi qu'en vertu d'une décision du Bureau Métropolitain n°22/667 en date du 19 décembre 2022, visée par la Préfecture de TOULON en date du 19 décembre 2022, demeurée ci-annexée.

Ainsi qu'en vertu d'une décision du Bureau Métropolitain n°++++ en date du +++, visée par la Préfecture de TOULON en date du +++, demeurée ci-annexée.

Le représentant de la Métropole atteste sous sa responsabilité que les décisions et délibérations sus visées ont un caractère exécutoire et déclare expressément que ces décisions n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif ni d'aucun retrait.

En ce qui concerne le bénéficiaire :

- La société "**CORPUS**", est représentée par Monsieur Jean-Noël LEON, Directeur général Délégué au territoire Provence, professionnellement domicilié à MARSEILLE (Bouches du Rhône), 113 rue de la République, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis par Monsieur Pascal BEAUBOIS aux termes d'une délégations sous seing privé en date à PARIS du +++++, dont la copie est demeurée ci annexée.

Monsieur BEAUBOIS, domicilié professionnellement à PARIS (75008), 1-3-5 rue Paul Cézanne, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une délégation de pouvoirs en date du 27 juin 2022 par Monsieur Emmanuel LAUNIAU.

Monsieur Emmanuel LAUNIAU, domicilié professionnellement à Paris (75008), 1-3-5, rue Paul Cézanne, agissant lui-même en qualité de Président de la société dénommée QUARTUS, société par actions simplifiée, au capital de 208.547.443.00euros, dont le siège social est à Paris (75008), 1-3-5, rue Paul Cézanne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 821 143 039,

Fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une décision des associés en date du 3 mars 2020.

La société QUARTUS agissant en qualité de Président de la société dénommée QUARTUS Ensemblier Urbain,

Fonction à laquelle elle a été nommée aux termes d'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 30 juin 2017.

La société QUARTUS Ensemblier Urbain agissant en qualité de Président de la société dénommée CORPUS, société civile de construction vente, au capital de 1.200.000 euros, dont le siège social est à PARIS 08 (75008), 1-3-5 rue Paul Cézanne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS 08 et identifiée sous le numéro SIREN 907 854 392,

Fonction à laquelle elle a été nommée aux termes de l'article 34 des statuts de la Société établi par acte sous seing privé en date du 25 novembre 2021,

Spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération des associés en date du 31 mai 2022.

Lesquels, préalablement à l'avenant faisant l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE PREALABLE

1° / Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Alexandra REVEST, notaire à LA SEYNE SUR MER, le 19 octobre 2021,

La **MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, ci-dessus désignée.

A promis de vendre à :

La société dénommée **QUARTUS Ensemblier Urbain**, ci-dessus désignée.

La société dénommée **BMF PROMOTION**, ci-dessus désignée.

La société dénommée **NGE IMMOBILIER**, ci-dessus désignée.

Auxquelles s'est substituée la société CORPUS, comparante aux présentes, ainsi que dit ci-dessus.

Les biens et droits suivants :

ARTICLE UN (1)
CONSTITUANT LE LOT A
TOULON (Var)

Un terrain à bâtir --- situé(e) à TOULON (83000), boulevard des Armaris.
auquel sont attachés les droits à construire une surface de plancher de 9000 m², totalement viabilisé

Ledit immeuble cadastré de la manière suivante :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	AW	344	Bd des Armaris	24 a 43 ca
	AW	345	Bd des Armaris	02 a 47 ca
	AW	353	boulevard des Armaris	09 ca
Contenance totale				26 a 99 ca

Tel que le tout existe sans exception ni réserve et tel qu'il sera dénommé dans le corps de l'acte par le terme "l'immeuble".

ARTICLE DEUX (2)
CONSTITUANT LE LOT B
TOULON (Var)

4774m² à détacher d'une unité foncière --- situé(e) à TOULON (83000), boulevard des Armaris.

constituée de parcelles de terre à usage de terrain à bâtir, d'une contenance avant division de 6 555m², auxquelles sont attachés les droits à construire une surface de plancher de 12000 m² maximum, totalement viabilisées.

Ledit immeuble cadastré de la manière suivante :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	AW	349	bd des Armaris	05 a 22 ca
	AW	356	bd des Armaris	18 a 74 ca
	AW	368	bd des Armaris	41 a 59 ca
Contenance totale				65 a 55 ca

Le lot B comprendra la totalité de la parcelle cadastrée Section AW numéro 349, et partie des parcelles cadastrées Section AW numéros 356 et 368

PRIX DE LA VENTE EVENTUELLE

EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE UN (1) CONSTITUANT LE LOT A

La vente, si elle se réalise, aura lieu moyennant le prix principal TTC de **UN MILLION HUIT CENT QUARANTE-QUATRE MILLE QUARANTE EUROS (1.844.040,00 €)**, taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20 % comprise dans ce prix pour **TROIS CENT SEPT MILLE TROIS CENT QUARANTE EUROS (307.340,00 €)**, soit un **prix hors taxe de UN MILLION CINQ CENT TRENTE-SIX MILLE SEPT CENTS EUROS (1.536.700,00 €)**.

Clause de variation de la TVA - Il est ici spécialement précisé que le prix ainsi fixé est taxé sur la valeur ajoutée (TVA) incluse au taux actuellement en vigueur. En cas de modification de ce taux, le prix sera majoré ou minoré en fonction de sa variation.

Ce prix sera payable comptant le jour de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE DEUX (2) CONSTITUANT LE LOT B

La vente, si elle se réalise, aura lieu moyennant le prix principal TTC de **DEUX MILLIONS NEUF CENT QUATRE-VINGT-NEUF MILLE QUATRE-VINGTS EUROS (2.989.080,00 €)**, taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20 % comprise dans ce prix pour **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT QUATRE-VINGTS EUROS (498.180,00 €)**, soit un **prix hors taxe de DEUX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE NEUF CENTS EUROS (2.490.900,00 €)**.

Clause de variation de la TVA - Il est ici spécialement précisé que le prix ainsi fixé est taxé sur la valeur ajoutée (TVA) incluse au taux actuellement en vigueur. En cas de modification de ce taux, le prix sera majoré ou minoré en fonction de sa variation.

Ce prix sera payable comptant le jour de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

Aux termes de cet acte la promesse a été consentie pour une durée de **VINGT QUATRE MOIS (24) expirant le 19 OCTOBRE 2023 à 18h.**

Il également été notamment stipulé la condition suspensive suivante tant pour le lot A que le Lot B :

*« En conséquence, le **BENEFICIAIRE** s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au **PROMETTANT** par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 31 mai 2022. »*

Et également notamment la condition particulière suivante :

« 2°/- Les Parties déclarent que la partie Sud de la parcelle cadastrée section AW n°205, appartenant, selon les renseignements du cadastre, à ENEDIS, est imbriquée au lot B tel que figuré sur le plan cadastral ci-annexé.

La maîtrise de cette emprise est nécessaire à la réalisation du projet de construction du **BENEFICIAIRE** sur le Lot B.

Par suite, les Parties conviennent que le **PROMETTANT** négociera avec ENEDIS l'acquisition de cette emprise et signera avec elle une promesse de vente avec une faculté de substitution ou, dans l'éventualité d'une erreur cadastrale, la régularisation de cette erreur.

La signature de cette promesse de vente ou la régularisation de l'erreur cadastrale le cas échéant, devra intervenir au plus tard le 31 janvier 2022. »

2° / Aux termes d'un avenant en date du 3 juin 2022 reçu par Maître Alexandra REVEST, Notaire soussigné, les parties ont convenu de modifier la promesse de vente du 19 octobre 2021 dans les termes suivants :

En page 10 :

« REALISATION DE LA PROMESSE

Durée de validité - La présente promesse est consentie pour une durée de **TRENTE ET UN MOIS (31) expirant le 21 mai 2024 à 18h**

[...] »

En page 17

« CONDITIONS PARTICULIERES

[...]

2°/-

Les Parties déclarent que la partie Sud de la parcelle cadastrée section AW n°205, appartenant, selon les renseignements du cadastre, à ENEDIS, est imbriquée au lot B [...]

Le **PROMETTANT** déclare qu'un acte destiné à réintégrer cette parcelle dans le patrimoine privé de la commune de TOULON suite à une erreur du cadastre est en cours de régularisation.

Cette parcelle sera ensuite rétrocédée par la commune de TOULON au **PROMETTANT**.

Par suite, le **PROMETTANT** pourra céder au **BENEFICIAIRE** une superficie d'environ 16 m² qui sera détachée de la parcelle cadastrée section AW numéro 205.

Il est ici précisé que la valeur de la parcelle cédée est incluse dans le prix de vente.

[...] »

En page 26 :

« Obtention d'un permis de construire exprès et définitif sur le Lot A

[...]

En conséquence, le BENEFCIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 31 décembre 2022.

[...]»

En page 27 :

« Obtention d'un permis de construire exprès et définitif sur le Lot B

[...]

En conséquence, le BENEFCIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 31 décembre 2022.

[...]»

Il a en outre été déclaré par les parties que toutes les autres clauses de l'acte du 19 octobre 2021 demeuraient inchangées, mais que tous les autres délais, non visés à l'avenant et prévus à l'avant contrat, et notamment le délai de réalisation des conditions suspensives d'obtention des permis de construire exprès et définitifs sur les lots A et B, sont prorogés de SEPT (7) mois.

3 ° / Aux termes d'un avenant en date du 20 décembre 2022 reçu par Maître Alexandra REVEST, Notaire soussigné, les parties ont convenu de modifier la promesse de vente du 19 octobre 2021 dans les termes suivants :

OBJET DU CONTRAT

Les parties conviennent de modifier (i) la date validité de la promesse et le paragraphe sur la faculté de dédit du promettant, (ii) la date de dépôt de la demande des permis de construire pour les lots A et B, (iii) la date de réalisation des conditions suspensives d'obtention des permis de construire exprès et définitifs pour les lots A et B, (iv et v) la date de la mise en jeu des garanties de paiement à première demande et (vi) préciser la date de prorogation des délais non visés aux présentes.

I / Ainsi, aux paragraphes « REALISATION DE LA PROMESSE » et « ABSENCE DE FACULTE DE DEDIT DU PROMETTANT »

Au lieu de lire :

« REALISATON DE LA PROMESSE

Durée de validité - La présente promesse est consentie pour une durée de TRENTE ET UN MOIS (31) expirant le 21 mai 2024 à 18h

[...] »

Il y a lieu de lire :

REALISATION DE LA PROMESSE

Durée de validité - La présente promesse est consentie pour une durée de **TRENTE SEPT MOIS (37) expirant le 21 novembre 2024 à 18h**
[...] »

Au lieu de lire :

« ABSENCE DE FACULTE DE DEDIT DU PROMETTANT

« Le PROMETTANT déclare avoir parfaite connaissance de la jurisprudence de la Cour de cassation (3^{ème} civile 11 mai 2011 n°10-12875) et reconnaît que son obligation contractuelle consiste en la réalisation de la vente en cas de levée d'option par le BENEFICIAIRE avant le terme ci-dessus fixé éventuellement prorogé ainsi qu'il est dit aux conditions suspensives d'obtention d'un permis de construire, soit **DANS LES VINGT QUATRE MOIS (24) mois des présentes, jusqu'au 19 octobre 2023 à 18h inclusivement**, et non pas simplement à maintenir irrévocablement son offre jusqu'à cette date. En conséquence, si le BENEFICIAIRE lève l'option avant le terme fixé, le PROMETTANT sera alors contraint de réaliser la vente. »

Il y a lieu de lire :

« ABSENCE DE FACULTE DE DEDIT DU PROMETTANT

« Le PROMETTANT déclare avoir parfaite connaissance de la jurisprudence de la Cour de cassation (3^{ème} civile 11 mai 2011 n°10-12875) et reconnaît que son obligation contractuelle consiste en la réalisation de la vente en cas de levée d'option par le BENEFICIAIRE avant le terme ci-dessus fixé éventuellement prorogé ainsi qu'il est dit aux conditions suspensives d'obtention d'un permis de construire, soit **DANS LES VINGT QUATRE MOIS (24) mois des présentes, jusqu'au 21 novembre 2024 à 18h inclusivement**, et non pas simplement à maintenir irrévocablement son offre jusqu'à cette date. En conséquence, si le BENEFICIAIRE lève l'option avant le terme fixé, le PROMETTANT sera alors contraint de réaliser la vente. »

II / Au paragraphe « Obtention d'un permis de construire exprès et définitif sur le Lot A » au lieu de lire :

En conséquence, le BENEFICIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 31 décembre 2022.

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12)

mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 31 décembre 2023.

Il y a lieu de lire :

En conséquence, le BENEFICIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 30 juin 2023.

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12) mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 30 juin 2024.

III / Au paragraphe « Obtention d'un permis de construire exprès et définitif sur le Lot B » au lieu de lire :

En conséquence, le BENEFICIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 31 décembre 2022.

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12) mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 31 décembre 2023.

Il y a lieu de lire :

En conséquence, le BENEFICIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 30 juin 2023.

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12) mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 30 juin 2024.

IV / Au paragraphe « EN CE QUI CONCERNE L'IMMEUBLE VISE A L'ARTICLE UN (1) CONSTITUANT LE LOT A - INDEMNITE D'IMMOBILISATION - GARANTIE DE PAIEMENT A PREMIERE DEMANDE »

Au lieu de lire :

« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENT CINQ EUROS (230 505 €)**.

Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans les **DEUX (2)** mois de la signature des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.

La Garantie devra pouvoir être mis en jeu jusqu'à la date du 15 juillet 2024

[...] »

Il y a lieu de lire :

« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENT CINQ EUROS (230 505 €)**.

Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans un délai de **SOIXANTE (60)** jours à compter des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.

La Garantie devra pouvoir être mise en jeu jusqu'à la date du 17 janvier 2025.

[...] »

V / Au paragraphe « EN CE QUI CONCERNE L'IMMEUBLE VISE A L'ARTICLE UN (1) CONSTITUANT LE LOT B - INDEMNITE D'IMMOBILISATION - GARANTIE DE PAIEMENT A PREMIERE DEMANDE »

Au lieu de lire :

*« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **TROIS CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SIX CENT TRENTÉ CINQ EUROS (373 635 €)***

*Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans les DEUX (2) mois de la signature des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.*

*La Garantie devra pouvoir être mis en jeu jusqu'à la date du 15 juillet 2024.
[...]* »

Il y a lieu de lire :

*« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **DEUX CENT TRENTÉ MILLE CINQ CENT CINQ EUROS (230 505 €)**.*

*Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans un délai de SOIXANTE (60) jours à compter des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.*

La Garantie devra pouvoir être mise en jeu jusqu'à la date du 17 janvier 2025.

[...] »

VI / En ce qui concerne les délais prévus à la promesse de vente et non visés aux présentes, les parties conviennent qu'ils sont prorogés jusqu'au 30 juin 2024.

Les parties déclarent que toutes les autres clauses de l'acte du 19 octobre 2021 demeurent inchangées, à l'exception des délais qui y avaient été fixés, ainsi que dit ci-dessus.

ABSENCE D'AUTRE MODIFICATION

Il n'est apporté aucune autre modification à la Promesse de vente en date du

19 octobre 2021 et à son avenant n°1 en date du 3 juin 2022.

Les parties déclarent que toutes les autres clauses de l'acte du 19 octobre 2021 demeuraient inchangées, mais que tous les autres délais, non visés à l'avenant et prévus à l'avant contrat, et notamment le délai de réalisation des conditions suspensives d'obtention des permis de construire exprès et définitifs sur les lots A et B, sont prorogés de TROIS (3) mois.

LE BENEFICIAIRE déclare ne pas pouvoir déposer la demande de permis de construire dans le temps imparti et s'est donc rapproché du PROMETTANT afin de proroger les délais des dépôts des permis de construire, les délais d'obtention des permis ainsi que le délai de validité de la promesse de vente.

Cela exposé, il est passé à l'avenant objet des présentes :

OBJET DU CONTRAT

Les parties conviennent de modifier (i) la date validité de la promesse et le paragraphe sur la faculté de dédit du promettant, (ii) la date de dépôt de la demande des permis de construire pour les lots A et B, (iii) la date de réalisation des conditions suspensives d'obtention des permis de construire exprès et définitifs pour les lots A et B, (iv et v) la date de la mise en jeu des garanties de paiement à première demande et (vi) préciser la date de prorogation des délais non visés aux présentes.

I / Ainsi, aux paragraphes « REALISATION DE LA PROMESSE » et « ABSENCE DE FACULTE DE DEDIT DU PROMETTANT »

Au lieu de lire :

« REALISATON DE LA PROMESSE

Durée de validité - La présente promesse est consentie pour une durée de TRENTE SEPT MOIS (37) expirant le 21 novembre 2024 à 18h [...] »

Il y a lieu de lire :

REALISATON DE LA PROMESSE

Durée de validité - La présente promesse est consentie pour une durée de QUARANTE MOIS (40) expirant le 21 février 2025 à 18h [...] »

Au lieu de lire :

« ABSENCE DE FACULTE DE DEDIT DU PROMETTANT

« Le PROMETTANT déclare avoir parfaite connaissance de la jurisprudence de la Cour de cassation (3^{ème} civile 11 mai 2011 n°10-12875) et reconnaît que son obligation contractuelle consiste en la réalisation de la vente en cas de levée

d'option par le BENEFICIAIRE avant le terme ci-dessus fixé éventuellement prorogé ainsi qu'il est dit aux conditions suspensives d'obtention d'un permis de construire, soit DANS LES VINGT QUATRE MOIS (24) mois des présentes, jusqu'au 21 novembre 2024 à 18h inclusivement, et non pas simplement à maintenir irrévocablement son offre jusqu'à cette date. En conséquence, si le BENEFICIAIRE lève l'option avant le terme fixé, le PROMETTANT sera alors contraint de réaliser la vente. »

Il y a lieu de lire :

« ABSENCE DE FACULTE DE DEDIT DU PROMETTANT

« Le PROMETTANT déclare avoir parfaite connaissance de la jurisprudence de la Cour de cassation (3^{ème} civile 11 mai 2011 n°10-12875) et reconnaît que son obligation contractuelle consiste en la réalisation de la vente en cas de levée d'option par le BENEFICIAIRE avant le terme ci-dessus fixé éventuellement prorogé ainsi qu'il est dit aux conditions suspensives d'obtention d'un permis de construire, soit DANS LES VINGT QUATRE MOIS (24) mois des présentes, jusqu'au 21 février 2025 à 18h inclusivement, et non pas simplement à maintenir irrévocablement son offre jusqu'à cette date. En conséquence, si le BENEFICIAIRE lève l'option avant le terme fixé, le PROMETTANT sera alors contraint de réaliser la vente. »

II / Au paragraphe « Obtention d'un permis de construire exprès et définitif sur le Lot A » au lieu de lire :

En conséquence, le BENEFICIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 30 juin 2023.

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12) mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 30 juin 2024.

Il y a lieu de lire :

En conséquence, le BENEFICIAIRE s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au PROMETTANT par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 29 septembre 2023.

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12) mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 29 septembre 2024.

III / Au paragraphe « Obtention d'un permis de construire exprès et

définitif sur le Lot B » au lieu de lire :

*En conséquence, le **BENEFICIAIRE** s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au **PROMETTANT** par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 30 juin 2023.*

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12) mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 30 juin 2024.

Il y a lieu de lire :

*En conséquence, le **BENEFICIAIRE** s'oblige à déposer une demande de permis de construire conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en justifier au **PROMETTANT** par la production d'une copie du récépissé de dépôt délivré par l'autorité compétente au plus tard le 29 septembre 2023.*

La condition suspensive sera considérée comme réalisée par la délivrance de l'arrêté valant permis de construire ainsi que par la purge du délai de recours des tiers et du délai de retrait administratif et du déferé préfectoral, dans les douze (12) mois du dépôt de la demande de permis de construire, soit au plus tard le 29 septembre 2024.

**IV / Au paragraphe « EN CE QUI CONCERNE L'IMMEUBLE VISE
A L'ARTICLE UN (1) CONSTITUANT LE LOT A - INDEMNITE
D'IMMOBILISATION - GARANTIE DE PAIEMENT A PREMIERE
DEMANDE »**

Au lieu de lire :

*« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENT CINQ EUROS (230 505 €)**.*

*Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans les **DEUX (2)** mois de la signature des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.*

*La Garantie devra pouvoir être mis en jeu jusqu'à la date du 17 janvier 2025
[...]* »

Il y a lieu de lire :

« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **DEUX CENT TRENTÉ MILLE CINQ CENT CINQ EUROS (230 505 €)**.

Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans un délai de SOIXANTE (60) jours à compter des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.

La Garantie devra pouvoir être mise en jeu jusqu'à la date du 21 avril 2025.

[...] »

V / Au paragraphe « EN CE QUI CONCERNE L'IMMEUBLE VISE A L'ARTICLE UN (1) CONSTITUANT LE LOT B - INDEMNITE D'IMMOBILISATION - GARANTIE DE PAIEMENT A PREMIERE DEMANDE »

Au lieu de lire :

« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **TROIS CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SIX CENT TRENTÉ CINQ EUROS (373 635 €)**

*Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans les DEUX (2) mois de la signature des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.*

La Garantie devra pouvoir être mis en jeu jusqu'à la date du 17 janvier 2024.

[...] »

Il y a lieu de lire :

« Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de 15% du prix de vente soit la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENT CINQ EUROS (230 505 €)**.

Le versement de l'indemnité d'immobilisation due au **PROMETTANT** par le **BENEFICIAIRE** au cas de non réitération des présentes, toutes les conditions suspensives étant par ailleurs réalisées est garanti par la remise, dans un délai de SOIXANTE (60) jours à compter des présentes, entre les mains de Maître Alexandra REVEST Notaire à La SEYNE SUR MER pour le compte du **PROMETTANT**, d'un engagement de paiement à première demande (ci-après « la Garantie ») émanant d'un établissement financier, ledit établissement financier devant s'engager par cette Garantie, à verser au **PROMETTANT** au cas de défaillance du **BENEFICIAIRE** l'indemnité d'immobilisation.

La Garantie devra pouvoir être mise en jeu jusqu'à la date du 21 avril 2025.

[...] »

VI / En ce qui concerne les délais prévus à la promesse de vente et non visés aux présentes, les parties conviennent qu'ils sont prorogés jusqu'au 29 septembre 2024.

Les parties déclarent que toutes les autres clauses de l'acte du 19 octobre 2021 demeurent inchangées, à l'exception des délais qui y avaient été fixés, ainsi que dit ci-dessus.

ABSENCE D'AUTRE MODIFICATION

Il n'est apporté aucune autre modification à la Promesse de vente en date du 19 octobre 2021, à son avenant n°1 en date du 3 juin 2022 et à son avenant n°2 en date du 20 décembre 2022.

TRANSMISSION PAR COURRIER ELECTRONIQUE

A titre d'information préalable sont ici reproduites les dispositions de l'article 1126 du Code civil tel qu'issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 aux termes desquelles : *"Les informations qui sont demandées en vue de la conclusion d'un contrat ou celles qui sont adressées au cours de son exécution peuvent être transmises par courrier électronique si leur destinataire a accepté l'usage de ce moyen."*

Les parties déclarent en conséquence accepter expressément que les informations et documents relatifs à la conclusion du contrat, en ce compris, le cas échéant, le consentement à la comparution par visioconférence, leur soient communiqués par courrier électronique (e-mail).

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur

demeure ou siège respectif.

FORMALITES

Le BENEFICIAIRE des présentes dispense expressément le notaire rédacteur des présentes de faire publier le présent acte au service de la publicité foncière compétent, se réservant toutefois la possibilité de faire procéder à cette formalité ultérieurement s'il le juge utile.

A cet effet, les parties donnent tous pouvoirs à tout clerc ou collaborateur de l'étude afin de dresser tout acte complémentaire éventuellement nécessaire à la publication des présentes au service de la publicité foncière.

PAIEMENT SUR ETAT

Le droit d'enregistrement de 125,00 € sera payé sur état, le présent acte étant dispensé de la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 60 de l'annexe IV du CGI.

RESILIATION AMIABLE

Pour le cas où elles viendraient à résilier amiablement les présentes conventions, les parties s'engagent solidairement à rembourser le montant de tous les frais que le notaire aurait exposés pour l'obtention des renseignements nécessaires à la rédaction de l'acte de vente, le tout au titre des honoraires prévus aux articles L.444-1 du Code de commerce et annexe 4-9. - I. 4° du décret n° 2016-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu un projet du présent acte, dès avant ce jour, et en conséquence, avoir eu la possibilité d'en prendre connaissance avant d'apposer leur signature sur ledit acte.

FORCE PROBANTE

Le notaire a informé les parties des dispositions de l'article 1379 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, duquel il résulte que la copie exécutoire ou authentique d'un acte authentique a la même force probante que l'original.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590

du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservés 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière.

L'Office notarial a désigné un délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, telle qu'elle figure dans la partie normalisée du présent acte, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE, rédigé sur DIX NEUF pages.

Fait et passé à TOULON (Var), 107 boulevard Henri Fabre,
Les jour, mois et an susdits,

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Le présent acte comprenant :

renvoi
mot nul
ligne nulle
blanc barré
chiffre rayé

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON Cedex 09

Objet: TOULON - STE MUSSE
Référence: CP/SJ - 20230505

Marseille, le 05 mai 2023

A l'attention de Madame Valérie PAECHT
En sa qualité de Directeur Général des Services

Madame le Directeur des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Nous faisons suite à notre réunion commune du 18 Avril 2023 et des événements échangés depuis la désignation du groupement CORPUS en tant que lauréat de l'Appel à Projet organisé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée par décision du bureau métropolitain en date du 12 Juillet 2021.

Nous tenons à vous remercier pour l'énergie positive et le soutien précieux que vous avez témoigné à notre égard depuis le début de l'opération.

Les multiples difficultés rencontrées, la défection d'ORPEA, la guerre en Ukraine et ses conséquences sur les coûts des matériaux et de l'énergie, la montée des taux directeurs et ses conséquences sur les capacités d'investissements de nos preneurs n'ont pas suffi à éroder notre volonté d'aller au bout de ce projet ambitieux et important pour la métropole toulonnaise et l'ensemble des métropolitains. Nous profitons de la présente pour réitérer notre complet engagement à vos côtés et vous assurer de notre motivation sans faille.

A date, malheureusement, malgré nos recherches d'investisseurs, nous n'avons aucun retour d'une offre permettant la réalisation de l'ensemble de ce projet. Dans cette situation, il nous paraîtrait opportun de revoir le planning pour le dépôt des permis de construire de l'opération pour la fin 2023.

Cependant nous avons de sérieuses pistes de recherche qui nous permettent de rester optimistes pour mener à bien ce projet auquel nous sommes fortement attachés. Nous continuerons d'échanger en parfaite transparence avec vous au fil des avancées.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Directeur des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'expression de nos salutations distinguées.

BMF PROMOTION



NGE IMMOBILIER



QUARTUS ENSEMBLIER URBAIN

